

## Introduction

« Albert Thomas père du “syndicalisme” de guerre est mort à Paris [...]. L’homme qui vient de disparaître – dont toute la presse bourgeoise célèbre les mérites – a été l’un des plus grands corrupteurs du mouvement ouvrier révolutionnaire. [...]. C’est lui qui corrompt – et avec quelle facilité! – à coups de sursis d’appel, à grands renforts “d’embusquage” l’état-major cégétiste, les tenants de l’Union sacrée. [...] Il fut le représentant-type d’une politique : celle de la collaboration des classes, masquées sous des “phrases gauches”, camouflée sous des affirmations, toutes verbales de “lutte de classe”. La politique de collaboration de classe mène en effet droit à la guerre impérialiste. Thomas fut donc au début de la “dernière”, collaborateur d’Alexandre Millerand son ancêtre en corruption du mouvement prolétarien – puis, dès le 20 mai 1915, sous-secrétaire d’État à la Guerre, dans le cabinet Viviani, le 30 octobre de la même année, sous Briand, et passait sous-secrétaire d’État aux Munitions et enfin ministre de l’Armement, avec Ribot en 1916. [...] Les ouvriers de Saint-Étienne et ceux des usines Renault, à Billancourt, se souviennent de lui. Le 1<sup>er</sup> septembre 1917, dans cette dernière usine, à l’artillerie, juché sur une estrade faite d’obus de tous calibres, il célébrait la collaboration des classes, l’accord “léonin” entre patrons et ouvriers, pour la guerre. [...] Un tel serviteur de la bourgeoisie était tout désigné pour, après-guerre, continuer sa besogne de corruption dans les milieux ouvriers. [...] Thomas fut l’homme qui, sans cesse, chercha – pour la bourgeoisie – les meilleurs moyens de lier les prolétaires au char du capitalisme<sup>1</sup>. »

C’est en ces termes que s’écrivait après-guerre la « légende noire » de la participation socialiste à l’Union sacrée dans les colonnes de *L’Humanité*, journal récupéré par la nouvelle maison communiste à l’issue de la scission de Tours. Avec Vincent Chambarlhac, nous pouvons affirmer sans conteste qu’« entre guerre et révolution, le majoritaire de guerre endosse le rôle ingrat du traître<sup>2</sup> ». Cette accusation de trahison, Albert Thomas l’a essayée à différents titres. Partisan d’une ligne ouvertement réformiste dès avant la

1. *L’Humanité*, 9 mai 1932.

2. CHAMBARLHAC V., « Des étrangers dans la maison socialiste? », in V. CHAMBARLHAC et R. DUCOULOMBIER (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008, p. 7.

guerre, il est surtout, des trois ministres socialistes artisans de l'Union sacrée pendant le premier conflit mondial, celui qui resta le plus longtemps en poste, jusqu'aux troubles de l'automne 1917<sup>3</sup>. Enfin, sous l'uniforme de sous-secrétaire d'État à l'Armement et aux Munitions, puis de ministre, il fut l'artisan de la mobilisation industrielle et ouvrière à l'arrière, dans les usines de guerre, et auprès des industriels. « Ministre des Obus », il a sans doute symbolisé dans l'inconscient collectif et dans la mémoire ouvrière, l'entrepreneur de l'outil par excellence de la mort de masse. En effet, ministre hissé sur « une estrade faite d'obus pour adjurer les ouvriers des usines de guerre d'accélérer la production de l'armement<sup>4</sup> », Albert Thomas occupe une place toute particulière dans la mémoire de la gauche socialiste et surtout communiste de l'après-guerre. Dans un contexte de deuil national et de reconfigurations internes à la SFIO à la Noël 1920, « la Grande Guerre [...] est devenue ou redevenue, pour les gauches, un "passé qui ne passe pas"<sup>5</sup> ».

L'ambition de ce travail est de sortir de ces procès de mémoire, dans un contexte historiographique multiforme et propice à une redécouverte d'une figure paradoxalement méconnue et d'une expérience politique et ministérielle qui a longtemps souffert de la « mauvaise conscience du réformisme<sup>6</sup> » déjà exprimée dans la crise du révisionnisme au début du siècle, dans laquelle Albert Thomas avait joué un rôle particulier. Cet ouvrage s'inscrit en effet dans la lignée de divers travaux ayant permis de saisir par différents aspects l'intérêt de l'expérience de guerre d'Albert Thomas. Plusieurs champs et temporalités se distinguent alors. Dès les années 1970, l'histoire sociale s'est penchée sur Albert Thomas, l'érigeant en véritable « pivot du réformisme français<sup>7</sup> ». La spécificité de son action de sous-secrétaire d'État puis de ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre a fait l'objet d'études portant sur la mobilisation industrielle en temps de guerre. Martin Fine a mis en avant l'entreprise de modernisation économique menée par le ministère Albert Thomas<sup>8</sup>. Quant à Alain Hennebicque, il insiste sur l'originalité

3. Trois ministres socialistes participèrent aux différents gouvernements d'Union sacrée. Marcel Sembat et Jules Guesde sont ministres d'État du 28 août 1914 au 12 décembre 1916. Albert Thomas est sous-secrétaire d'État du 19 mai 1915 au 12 décembre 1916, puis ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre de cette date au 7 septembre 1917.

4. KRIEDEL A., *Le congrès de Tours, décembre 1920, naissance du parti communiste*, Paris, Gallimard, 1964, p. v.

5. BECKER A., « La gauche et l'héritage de la Grande Guerre », in J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *Histoire des Gauches en France, x<sup>e</sup> siècle à l'épreuve de l'histoire*, t. II, Paris, La Découverte, 2004, p. 330.

6. BUTON P., « La gauche et la prise du pouvoir », in J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *Histoire des Gauches en France, op. cit.*, t. II, p. 568.

7. FRIDENSON P. et REBÉRIOUX M., « Albert Thomas, Pivot du réformisme français », *Cahiers du Mouvement social*, avril-juin 1974, p. 85-97.

8. FINE M., « Albert Thomas: a Reformer's Vision of Modernization », *Journal of Contemporary History*, n° 12, 1977, p. 545-564.

des pratiques coopératives mises en œuvre dans les usines de guerre<sup>9</sup>. Dans plusieurs articles issus d'une thèse malheureusement abandonnée, Florent Lazarovici a posé les jalons d'une étude systématique du ministère de l'Armement sous Albert Thomas<sup>10</sup>.

Du côté de l'histoire politique, la prégnance du mythe révolutionnaire dans la mémoire et l'historiographie du mouvement ouvrier jusqu'à un passé relativement récent a eu pour effet de raviver cette mauvaise conscience du réformisme. Il a ainsi longtemps fait écran à des études approfondies sur les majoritaires de guerre, à savoir les membres de la SFIO soutenant la politique d'Union sacrée et de vote systématique des crédits militaires. En ce sens, Albert Thomas est la figure archétypale du majoritaire de guerre et de la collaboration de classe. Néanmoins, « il n'est pas exactement un objet historiographique identifié<sup>11</sup> ». Il est longtemps resté une figure en creux que l'historiographie de la Grande Guerre ne dépeint que par bouffées, en marge de la « culture de guerre<sup>12</sup> » explicative du consentement, ou dans l'ombre portée de l'histoire du mouvement ouvrier cherchant à expliquer l'incapacité de la II<sup>e</sup> Internationale à empêcher la marche du conflit<sup>13</sup>. Dès les années 2000, les historiens se sont pourtant penchés sur la majorité de guerre, non plus comme une figure-repoussoir, autour de laquelle histoire et mémoire sont encore intimement intriquées, mais comme un objet d'étude en tant que tel<sup>14</sup>, invitant l'histoire politique, souvent en recul dans les dernières décennies par rapport à l'histoire culturelle et sociale de 14-18, à « retrouver la guerre » à son tour. L'expérience des ministres socialistes œuvrant pour la défense nationale constitue à ce titre un terrain d'analyse propice pour ce renouvellement historiographique.

9. HENNEBICQUE A., « Albert Thomas et le régime des usines de guerre (1915-1917) », in P. FRIDENSON (dir.), *1914-1918 : l'autre front*, Paris, Éditions ouvrières, 1977, p. 111-144.

10. LAZAROVICI F., « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas », in V. CHAMBARLHAC et R. DUCOULOMBIER (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008, p. 43-52. LAZAROVICI F., « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : une expérience socialiste ou technocratique? », in R. DUCOULOMBIER (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 55-71.

11. CHAMBARLHAC V., « Des étrangers dans la maison socialiste? », art. cit., p. 8.

12. Pour une définition de la culture de guerre, voir AUDOIN-ROUZEAU S. et BECKER A., « Violence et consentement : la "culture de guerre" du premier conflit mondial », in J.-F. SIRINELLI (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 251-271.

13. Pour une telle lecture de l'histoire du socialisme pendant le conflit, voir : REBÉRIOUX M., « Le socialisme et la Première Guerre mondiale (1914-1918) », in J. DROZ (dir.), *Histoire générale du socialisme, t. 2 : de 1875 à 1918*, Paris, Presses universitaires de France, 1974 et LÉVÊQUE P., *Histoire des forces politiques en France*, t. II, Paris, Armand Colin, 1994, p. 165-172. Plus généralement, l'ouvrage de BOCK F., *Un parlementarisme de guerre 1914-1919*, Paris, Belin, 2002, avait déjà ouvert la voie à un renouvellement des études consacrées aux pratiques politiques pendant la Grande Guerre.

14. Deux ouvrages sont sur ce point de véritables tournants historiographiques : CHAMBARLHAC V. et DUCOULOMBIER R. (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre, op. cit.*, et DUCOULOMBIER R. (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, coll. « Fondation Jean Jaurès », 2010.

Pierre Chancerel est l'auteur d'une récente thèse sur le ministère des Travaux publics à l'époque de Marcel Sembat<sup>15</sup>, et les articles de Florent Lazarovici permettent d'approcher de près « l'itinéraire d'un majoritaire » qui fut celui d'Albert Thomas<sup>16</sup>.

De manière plus générale, les travaux récents sur la minorité de guerre permettent également de saisir *a contrario* l'intérêt et la portée de l'expérience du socialisme de guerre, ou du socialisme en guerre. L'ouvrage de Romain Ducoulombier, remettant sur le travail la thèse de la « greffe accidentelle » d'Annie Kriegel permet également de saisir les prémisses de la crise de conscience dans laquelle se trouve progressivement plongé le socialisme français et qui trouve son origine un certain 31 juillet 1914 au Café du Croissant. L'assassinat du « grand Jaurès » ouvrait sans aucun doute une crise que l'expérience des tranchées ne finirait pas de rendre de plus en plus criante aux yeux des militants. L'onde de choc de la Grande Guerre n'avait alors pas fini de retentir dans les rangs du parti ouvrier, alors plongé dans une « crise de sa vocation révolutionnaire<sup>17</sup> ». L'étude de Romain Ducoulombier ne manque pas de souligner qu'« après 1920, la mémoire honteuse des socialistes et les critiques des communistes ont recouvert d'un voile pudique cette expérience majeure des socialistes au pouvoir, largement sous-estimée par l'historiographie<sup>18</sup> ».

« L'expérience Thomas » se trouve en effet à la croisée de plusieurs problématiques inhérentes aux questions doctrinales qui animent les socialistes de l'époque. Sur le plan de la philosophie générale qui inspire le socialisme, elle questionne le diptyque irréductible du choix entre « réforme et révolution ». Sur un plan plus proprement politique, elle pose la question de la participation immédiate à un gouvernement « bourgeois », question qui, d'ailleurs, anime le socialisme français depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et l'expérience Millerand. Enfin, d'un point de vue institutionnel, elle interroge le lien encore loin d'être clair entre socialisme et régime républicain. De ce point de vue, « l'expérience Thomas » n'a pas la même signification et la même portée que « l'expérience Millerand » une quinzaine d'années plus tôt, et diffère même de la participation de Jules Guesde et Marcel Sembat au gouvernement d'Union sacrée. Par sa durée, la symbolique particulière

15. CHANCEREL P., *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat (1914-1916)*, thèse soutenue à l'École nationale des chartes, 2008. Pour un résumé de la thèse, voir CHANCEREL P., « Un socialiste à l'épreuve du pouvoir : Marcel Sembat, ministre des Travaux publics », in R. DUCOULOMBIER (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre*, op. cit.

16. LAZAROVICI F., « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas », in V. CHAMBARLHAC et R. DUCOULOMBIER (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre*, op. cit., p. 43-52. Et LAZAROVICI F., « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : une expérience socialiste ou technocratique ? », in R. DUCOULOMBIER (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre*, op. cit., p. 55-71.

17. DUCOULOMBIER R., *Camarades!*, op. cit.

18. *Ibid.*, p. 44.

associée à l'Armement, mais surtout par la volonté de Thomas de ne pas considérer son action au Gouvernement comme une simple parenthèse mais bien comme un tremplin pour la politique du parti et pour la France de l'après-guerre, cette expérience a une portée bien plus grande. En effet, à travers elle, nous pouvons dire que c'est une forme de profession de foi républicaine qui s'est établie dans le creuset de l'Union sacrée, voire d'hybridation entre socialisme, État et République.

Si cette expérience fut enfouie à l'issue de la guerre, elle fut tout de même le lieu d'un bouillonnement actif d'idées, de personnes, de trajectoires, dont les recompositions, pour imprévisibles qu'elles fussent, ont néanmoins déterminé des trajectoires antérieures durables et fondatrices. Ainsi, la biographie de Jean Longuet par Gilles Candar ne manque pas de faire écho à notre sujet de recherche<sup>19</sup> :

« Pourquoi Jean Longuet plutôt qu'Albert Thomas ou Maurice Viollette ? Passages, permanences et refus auraient certainement pu s'y retrouver, autres et autrement assurément, mais également dignes d'intérêt. S'il fallait comme le recommandait Georges Lefebvre à ses étudiants, accomplir avec conscience la tâche que nos capacités et les circonstances nous avaient permis d'envisager, travailler sur Longuet était une manière d'explorer une partie du "continent Jaurès" ? [...] À ce titre, Jaurès est bien le motif caché dans la tapisserie de cette étude<sup>20</sup>. »

Il ajoute :

« Les chemins de ces deux personnalités [Jean Longuet et Albert Thomas], si différentes et si souvent opposées, quelquefois unies, devaient souvent se croiser [...] et une biographie comparée ne serait pas le pire moyen d'esquisser une histoire du socialisme en France<sup>21</sup>. »

Ce constat est particulièrement pertinent pour la période de la Grande Guerre, les expériences croisées d'Albert Thomas et de Jean Longuet étant pour le moins antithétiques. Le premier est le chantre de la défense nationale. L'autre prend dès 1916 la tête de la minorité de guerre, ouvrant la voie à une opposition qui ne fit que se creuser tout au long du conflit. Chacun de leur côté, ils représentent une « tendance » du socialisme français. Ensemble, ils en incarnent un « moment » que cette étude de l'expérience Thomas a l'ambition de saisir.

19. CANDAR G., *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

20. CANDAR G., *Jean Longuet (1876-1938), SFIO et deuxième Internationale*, thèse sous la direction de M. Rebérioux, 1995, p. 14.

21. *Ibid.*, p. 89.

## Albert Thomas, une figure du réformisme français

Étudier le parcours d'Albert Thomas doit en effet s'entendre dans le sens d'une volonté d'explorer un élément de la « synthèse jaurésienne » mais aussi de saisir un courant de pensée politique qui est aujourd'hui en pleine redécouverte, le réformisme. Dès avant la guerre, Albert Thomas est effectivement à la tête d'un courant ouvertement réformiste. L'expérience de guerre n'est à cet égard pas anodine. Elle constitue dans l'esprit d'Albert Thomas le moyen de réaliser à grande échelle un laboratoire *in vivo* d'idées déjà théorisées avant-guerre<sup>22</sup> ou appliquées seulement sur le terrain municipal<sup>23</sup>. En cherchant à reconstituer la spécificité du courant réformiste, il s'agit de lui rendre la place singulière qu'il occupe dans l'histoire du socialisme français voire européen. Cette volonté apparaît par cycles dans une historiographie qu'il nous faut ici retracer dans les grandes lignes. Dès les années 1970 Jacques Julliard pointait déjà du doigt un paradoxe intéressant<sup>24</sup>. Il mettait en avant le fait que « tout se passe comme si les chercheurs ne pardonnaient pas [aux réformistes] de leur gâter la classe ouvrière », tout en concluant à l'impossibilité d'une étude synthétique sur ce qu'il refuse de nommer un courant homogène et digne de ce nom. On notera d'ailleurs qu'il est fait peu de cas de cette tendance dans son dernier ouvrage offrant une typologie des « familles » de gauche en France<sup>25</sup>. Franchissant un pas supplémentaire, l'historien Daniel Lindenberg ne manque pas de souligner la macule indélébile qui recouvrait en France le terme de « réformisme », le reliant à la problématique plus générale de l'impossible social-démocratie à la française. Avec verve, il souligne :

« “Réformisme” Le terme reste suspect dans notre culture politique, désignant plus une perversion des mouvements sociaux, une maladie de l'entendement révolutionnaire pour les uns, une pusillanimité congénitale pour les autres, qu'un courant de pensée digne d'examen. Du moins reconnaît-on son existence, ne serait-ce que pour la déplorer et mettre ainsi la “social-démocratie” à se peu flatteuse place parmi les formes dégénérées de gouvernement, aux côtés du despotisme, de l'oligarchie<sup>26</sup>... »

L'artificialité de l'opposition entre réforme et révolution a souvent été soulevée pour souligner qu'elle venait en fait cristalliser des oppositions

22. THOMAS A., *La politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913.

23. Sur ce point voir TOPALOV C., *La Nébuleuse réformatrice et ses réseaux (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, éditions de l'EHESS, 1999, et CHAMOULARD A., *Une autre histoire du socialisme. Les politiques à l'épreuve du terrain (1919-2010)*, Paris, CNRS éditions, 2013.

24. JULLIARD J., « Diversité des réformismes », *Le Mouvement social*, « Réformes et réformismes français », n° 87, 1974, p. 3.

25. JULLIARD J., *Les gauches françaises : 1762-2012. Histoire, politique et imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012.

26. LINDENBERG D., « Réformisme et révisionnisme en France de 1890 à 1914 », in F.-G. DREYFUS (dir.), *Réformisme et révisionnisme dans les socialismes allemand, autrichien et français*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1984, p. 149.

doctrinales jugées insurmontables, et impliquant de façon sous-jacente une opposition de nature entre les deux attitudes ou méthodes d'action<sup>27</sup>. Néanmoins le réformisme n'en reste pas moins une « catégorie incertaine<sup>28</sup> », tout autant dans les discours des contemporains qui se revendiquent comme tels que dans l'historiographie. La mise en évidence de l'existence du réformisme sous forme de réseaux ou encore d'une « nébuleuse réformatrice<sup>29</sup> » indique également à sa manière la porosité des catégories « réformistes » et « réformateurs » qui, sans s'exclure, sont loin de se recouvrir exactement. De plus, le terme lui-même de réforme, tant utilisé dans la sphère politique actuelle, ne fait qu'ajouter à la confusion.

L'historiographie s'est néanmoins emparée de l'étude du réformisme et de nombreux travaux ont inspiré notre propre objet d'étude. Parmi d'autres, nous pouvons notamment mentionner la synthèse d'Emmanuel Jousse sur la montée du courant réformiste dans le socialisme français avant-guerre et au sein duquel Thomas s'impose comme le chef de file<sup>30</sup>. Néanmoins, la guerre puis le congrès de Tours consacrent un tournant ouvrant la voie d'une « impossible social-démocratie » à la française<sup>31</sup>, analysée récemment par Gilles Vergnon. À ce titre, l'expérience ministérielle d'Albert Thomas cristallise également les faisceaux d'explication de cette trajectoire impossible du socialisme réformiste français. Elle marque en effet fortement ses coreligionnaires socialistes. D'une part, il s'agit en effet de l'expérience ministérielle et gouvernementale d'un réformiste, mais également du réseau d'hommes qui gravitent autour de lui, inspiré du socialiste normalien d'avant-guerre. En réformiste, Thomas cherche en effet à instaurer la République sociale « de l'intérieur », par une action gouvernementale assumée.

Cette expérience est également celle de tout un parti, puisque pour la première fois dans l'Histoire, deux, puis trois ministres socialistes entrent dans un gouvernement bourgeois, avec un mandat explicite de leur parti, à l'inverse de Millerand, Briand ou Viviani, qui, par le passé, avaient rompu avec lui. Néanmoins par sa volonté de perpétuer cette expérience après-guerre, et ce malgré les positions de principe du parti, Thomas se plaça en faux avec ses camarades de la SFIO.

27. Sur ce point, voir notamment : PROCHASSON C., « Introduction "Nouveaux regards sur le réformisme" », *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, n° 3, 2012/1, p. 5-20. Et HOHL T., « "Quel plat réformisme !" Étude sur une catégorie incertaine », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 103, 2008, p. 41-54.

28. L'expression est de HOHL T., « Quel plat réformisme! », art. cit., p. 41.

29. L'expression est de TOPALOV C., *La Nébuleuse réformatrice et ses réseaux (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, op. cit.

30. JOUSSE E., *La construction intellectuelle du socialisme réformiste en France de la Commune à la Grande Guerre*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de M. Lazar, soutenue à Sciences Po en 2013.

31. Sur la question des modèles sociaux-démocrates et de leur possibilité de transfert au sein de la gauche française, voir VERGNON Gilles, *Le « modèle » suédois. Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

## Méthodes et perspectives

Ce travail s'est appuyé sur la consultation de diverses sources. D'une part, l'étude d'une partie de la littérature grise de la SFIO a permis de replacer d'action et la personnalité d'Albert Thomas au sein de la trajectoire du parti durant les années de conflit mondial. D'autre part, la consultation d'une partie du très riche fonds privé Albert Thomas aux Archives nationales a permis d'étayer notre étude<sup>32</sup>, notamment parce qu'il comporte de nombreux cartons relatifs à son action ministérielle, mais aussi de nombreuses brochures relatives à la politique de la SFIO pendant la guerre.

L'approche biographique a été privilégiée dans ce travail, en ce qu'elle permettait de soulever des questions qui ne manquent pas de faire écho à celles rencontrées par Gilles Candar face à la figure de Jean Longuet. Qu'est-ce qu'être socialiste et, plus encore à l'échelle de notre chronologie resserrée, comment se dire et vivre en socialiste pendant la guerre? Que signifie et qu'implique le premier contact avec les rouages de l'État au cœur de la guerre? Il s'agit bien de tenter de mettre au jour un « reflet, homme-témoin d'une époque, d'idéologies et de pratiques intéressantes à revisiter<sup>33</sup> ». Mais à guerre totale, histoire totale. Le concept d'homme-témoin fait écho à celui de « guerre-témoin<sup>34</sup> » et pose ainsi la question fondamentale : continuité, parenthèse ou rupture? En ce sens, il s'agit bien ici de partir d'un problème pour arriver à un homme, le problème de l'Union sacrée des socialistes, en lien avec celui de l'expérience du gouvernement d'un réformiste.

Il conviendra donc de dresser le parcours d'une des figures majeures de la « majorité de guerre », qui regroupait les socialistes qui ont consenti, et ont activement participé à la défense nationale. Il a fallu pour ce faire, suivre l'itinéraire de la SFIO, qui « dans l'œil du conflit [...] est un parti mobilisé dans tous les sens du terme<sup>35</sup> » et sans cesse faire le va-et-vient entre le dispositif majoritaire et l'un de ses hommes clé. Le cheminement entre l'expérience parlementaire et ministérielle d'un homme et son écho, ses conséquences sur la vie du parti pendant les années du conflit permet d'en saisir les trajectoires réciproques qui se croisent, s'enchevêtrent et se télescopent pour mieux ensuite se séparer après-guerre. Cette étude nous conduit donc des grandes heures de la proclamation de l'Union sacrée aux heures sombres de la « crise de conscience du socialisme français<sup>36</sup> » en novembre 1918, juste après le renversement de la majorité du parti et la proclamation de l'armistice.

32. Pour une liste exhaustive des cartons consultés, voir p. 177.

33. *Ibid.*, p. 9.

34. Selon l'expression employée par ROBERT J.-L., *Les ouvriers, la Patrie et la Révolution. Paris 1914-1919*, Besançon, Annales littéraires de l'université de Besançon, n° 592, 1995, p. 408.

35. CHAMBARLHAC V., DURY M., HOHL T. et MALOIS J., *L'entreprise socialiste, op. cit.*, p. 193.

36. DUCOULOMBIER R., *Novembre 1918, op. cit.*



Son expérience de socialiste majoritaire est à la croisée d'une grande partie des difficultés auxquelles se retrouve confrontée la SFIO pendant la guerre : comment penser et légitimer la participation active à la défense nationale souhaitée dès la fin du mois d'août 1914 ? Comment assumer la responsabilité de l'Union sacrée tout en affirmant ne rien sacrifier à l'idéal socialiste ? Enfin, comment après avoir si activement participé à la guerre renouer avec l'idéal de paix consubstantiel à l'idée socialiste ? D'un autre côté, son expérience proprement ministérielle relevait les contradictions inhérentes à la situation de fait imposée par l'Union sacrée. Jusqu'où pouvait aller la « collaboration de classes<sup>37</sup> » qui caractérise l'Union sacrée sans ruiner l'idée même de la lutte des classes ?

Homme ambitieux, déjà disposé à prendre les rênes du pouvoir avant la guerre, Thomas interroge la méthode socialiste par sa personnalité même. L'expérience ministérielle qu'il mène avec d'autres, interdite par les statuts du parti avant-guerre n'imposait-elle pas de « réviser le socialisme » ? Pouvait-elle d'ailleurs s'avérer, à terme, compatible et tenable au regard de celui-ci ? Ainsi, au cœur de la célébration du centenaire de la Grande Guerre, il s'agit de tenter d'approcher l'une des pièces si énigmatiques mais en même temps si riches du socialisme en guerre.

37. L'expression est utilisée par REBÉRIOUX M., in J. DROZ (dir.), *Histoire générale du socialisme, t. 2 : de 1875 à 1918*, Paris, Presses universitaires de France, 1974, p. 593.